

*L'Adresse—M. Blaikie*

**M. le vice-président:** Nous allons maintenant poursuivre le débat car la période réservée aux questions et observations est terminée. La parole est au député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie).

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, je suis heureux de faire cet après-midi quelques observations sur tout ce problème, en tant que critique pour le Nouveau parti démocratique des questions touchant l'environnement. Bon nombre de députés doivent savoir qu'auparavant, j'étais le critique de mon parti pour des questions concernant la santé. Je considère mes nouvelles responsabilités comme une continuité du travail que je fais depuis quatre ans et demi en tant que critique en matière de santé. A preuve, je tiens à rappeler à la Chambre que lorsque le comité examinait la Loi canadienne sur la santé, j'ai proposé un amendement au préambule de cette loi qui a été accepté. Il visait à tenir compte du fait que le bien-être des Canadiens ne pourrait s'améliorer que lorsqu'on se serait attaqué aux causes d'ordre social, écologique et professionnel des maladies. Même si rien ne s'est passé d'un jour à l'autre, j'espère qu'en ajoutant cette clause au préambule de la Loi canadienne sur la santé, nous avons marqué un point de principe qui nous permettra de comprendre, en vertu de cette loi et de bien d'autres déclarations faites dans ce sens, que lorsqu'on parle du bien-être des Canadiens, nous devons tenir compte du contexte écologique de tous les problèmes.

Je suis heureux également de m'occuper de ce secteur parce qu'il se rapproche davantage des raisons qui m'ont poussé en politique. Comme bien d'autres, vers la fin des années 60 et le début des années 70, j'ai commencé à m'interroger sur la question des limites—les limites à la croissance que nous connaissons et à la place de l'environnement dans nos problèmes. Je pense à plusieurs ouvrages qui ont été déterminants à l'époque, et qui, pour la plupart, continuent d'offrir un bon sujet de lecture, même si certaines statistiques qu'ils renferment sont dépassées. L'un de ces ouvrages s'intitule «Halte à la croissance», publié par le Club de Rome. Parmi les autres ouvrages qui m'ont influencé, mentionnons «*The Making of a Counter-Culture*» de Theodore Roszak, «*Le Système technicien*» de Jacques Ellul, ainsi que les plus récents ouvrages de Theodore Roszak et ceux de Hazel Henderson, Richard Barnet, Lester Brown, Barbara Ward, Barry Commoner et ainsi de suite. Je n'ai pas l'intention de vous faire ici une bibliographie, mais j'essaie de me situer sur le plan intellectuel et politique par rapport aux questions d'environnement.

Enfin, je manquerais à mes devoirs si je ne mentionnais pas un document très instructif publié très peu de temps avant que je décide de me présenter à la députation. Ce document, c'était le rapport Berger sur le pipe-line de la vallée du Mackenzie. A mon avis, ce rapport est encore un des documents les plus fondamentaux en ce qui concerne l'environnement, les préoccupations des autochtones et l'économie. J'estime que le juge Berger a su faire ressortir l'imbrication d'un certain nombre de problèmes d'une façon jamais égalée depuis. Il est regrettable qu'on ne se reporte pas plus souvent à ce document et qu'on ne nous propose pas plus souvent des mesures fondées sur le genre de philosophie et d'intuition qui caractérise ce rapport.

J'estime compter parmi ceux comme appartenant à l'école de pensée qui croient que nos problèmes sociaux et économiques se posent à un niveau bien plus profond que celui de la plupart de nos débats à la Chambre des communes. Je parle des vieux débats entre les monétaristes, les keynésiens, les néo-conservateurs, les néo-libéraux, les partisans d'une action sur l'offre ou sur la demande, etc. Ce n'est pas aussi clair que je le voudrais dans mon esprit, ni dans celui de beaucoup d'autres, mais je ne fais sûrement pas fausse route tout à fait si je dis que tous ces arguments ne valent que dans une utopie éphémère. Aucun de ces arguments, cependant, ne prend en considération l'ensemble des dimensions environnementales de nos problèmes économiques. C'est sur ce sujet que je voudrais m'arrêter aujourd'hui.

● (1550)

Lorsque nous parlons de dimensions environnementales de nos problèmes économiques, nous disons que l'environnement n'est pas une considération propre à la classe moyenne, une mode un peu en marge du problème plus central qu'est l'économie. Nous disons que le réalisme nous oblige à tenir compte de ces dimensions de nos problèmes économiques. C'est là que nous nous opposons au gouvernement et à sa conception de l'économie. J'ai écouté de nombreux discours de mes collègues du parti progressiste conservateur au cours des cinq dernières années et ce qu'ils semblent dire, c'est qu'ils veulent que les Canadiens soient plus réalistes et affrontent de graves questions économiques. J'estime que les Canadiens ont répondu à cela en principe, même s'ils n'aiment pas la dimension concrète des propositions du gouvernement. Cela parce que les Canadiens ont l'impression que quelque chose ne va pas, qu'il y a une situation pénible et réelle à laquelle ils doivent faire face.

Toutefois, je voudrais me demander aujourd'hui si les solutions proposées par le gouvernement dans son exposé économique sont vraiment réalistes et si elles ouvrent bien la voie vers un avenir réellement humain. Ce que je veux, c'est déterminer qui est l'idéaliste, monsieur le Président. Est-ce que se sont les socialistes ou ceux qui persistent à croire que nous pouvons continuer dans la même voie.

Les conservateurs diront que nous ne pouvons pas continuer ainsi. C'est pourquoi ils estiment devoir prendre des mesures rigoureuses en ce qui concerne le déficit, comme l'a dit le ministre des Finances (M. Wilson). Je prétends, monsieur le Président, que c'est une forme de l'opinion qui favorise le statu quo.

En fait, ce que les conservateurs nous disent, c'est que nous étions sur la mauvaise pente parce que les libéraux n'avaient pas le sens des responsabilités dans le domaine financier, que nous devons avoir davantage le sens des responsabilités pour revenir à ce qui existait avant cette aberration qu'ils appellent «dépenses publiques excessives», afin que le pays connaisse le type de croissance économique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Je prétends que cette conception politique n'a rien de nouveau, mais qu'elle constitue plutôt une tentative pour revenir à une situation qui n'aurait jamais pu perdurer de toute façon. Les conservateurs veulent insuffler une nouvelle vie à une vieille utopie.